

L'Unsa vous dit la vérité sur l'accord pour la sécurisation de l'emploi

(ANI)
11 janvier 2013

ANI : QUESTIONS REPONSES....

- **L'ANI prétend ouvrir des droits nouveaux pour les salariés mais ceux-ci sont en trompe-l'œil car ils ne sont pas immédiats.**

FAUX : L'ANI ouvre très concrètement des droits qui n'existent pas sous cette forme aujourd'hui : les droits rechargeables à l'assurance chômage, la généralisation de la couverture complémentaire Santé avec financement de l'employeur à hauteur d'au moins 50 % (qui profitera à plusieurs millions de salariés, notamment des petites entreprises, qui en sont dépourvus aujourd'hui), ou encore le droit personnel à formation. Ces mesures font entrer la protection des salariés dans une logique de droits attachés à la personne, donc détachables du seul contrat de travail. L'UNSA, qui milite depuis des années pour la sécurisation des parcours professionnels, soutient cette portabilité des droits qui permet que les droits soient conservés malgré les aléas professionnels (perte d'emploi, changements d'entreprises...).

VRAI : La mise en œuvre de ces mesures ne sera pas immédiate car elles doivent bien évidemment être déclinées concrètement dans le cadre de négociations spécifiques sur ces questions. L'ANI ne renvoie pas pour autant leur mise en œuvre aux calendes grecques ! Pour la complémentaire santé, il fixe au 1/4/2013 l'ouverture des négociations de branche, retenant le 1/01/2016 comme date butoir d'entrée en vigueur pour tous de la complémentaire Santé. Pour l'assurance chômage, la négociation nationale de fin 2013 prévue entre les partenaires sociaux pour le renouvellement de la convention assurance chômage intégrera le principe des droits rechargeables. Le principe du « tout, tout de suite » a peu à voir avec les avancées sociales qui nécessitent toujours un temps de construction... Condamner des avancées au motif qu'elles ne sont pas immédiates dans les 24 H, cela reviendrait à garder l'existant, à savoir pas de droits ou des droits au rabais pour des millions de salariés... Ce n'est pas notre conception de l'efficacité syndicale à l'UNSA.

- **L'ANI organise une mobilité forcée dans l'entreprise, sans aucune garantie pour le salarié. Un accord d'entreprise pourra autoriser l'employeur à vous muter d'un bout à l'autre de la France.**

FAUX : Là où, aujourd'hui, la mobilité d'un salarié peut être décidée unilatéralement par l'employeur, un accord viendra au contraire l'encadrer. Alors que la Gestion Prévisionnelle des Compétences (GEPEC) n'était soumis qu'à une négociation facultative, l'ANI oblige à ce qu'elle soit désormais négociée dans le cadre de mesures collectives sans projet de licenciement. 3 articles nouveaux du Code du Travail viendront l'encadrer en termes de formation, de mobilité géographique, de conciliation vie professionnelle/vie privée. Ainsi, aucune modification de classification et de niveau de rémunération ne sera possible pour le salarié dont la qualification professionnelle devra, à défaut d'amélioration, être au moins maintenue.

- **L'ANI réduit les délais de prescription juridique pour les salariés victimes de différends salariaux, de maladie professionnelle ou de discrimination.**

VRAI : La réclamation pour un différend salarial ne pourra remonter que sur 3 ans au lieu des 5 ans actuels. C'est une concession faite aux demandes du patronat qui aurait souhaité encore moins.

FAUX : Les maladies professionnelles, tout comme les discriminations et le harcèlement resteront hors délai de prescription



EXPANDABLE

EXPANDABLE

EXD
A
E
A
B
V

EXD
A
E
A
B
V

EXD
A
E
A
B
V

EXPAND YOUR BRAND

EXPAND YOUR BRAND

EXPAND YOUR BRAND

EXPAND
YOUR
REACH